

La discrimination systémique et la purge LGBT

Après la Seconde Guerre mondiale, les normes relatives au genre et à la sexualité deviennent plus restrictives. La société attend des hommes et des femmes un comportement considéré masculin ou féminin, et toujours hétérosexuel. Les personnes jugées « anormales » sont considérées comme suspectes, voire dangereuses. Le gouvernement canadien élabore des politiques qui punissent la diversité des genres et des sexualités. La culture populaire et les médias grand public renforcent également ces stéréotypes sociaux.

Les rôles liés au genre sont clairs dans l’après-guerre. Les hommes et les femmes doivent se marier et avoir des enfants. La « famille nucléaire » est considérée comme le fondement d’une nation forte et morale. Les images montrant les femmes au foyer et les maris comme soutiens de famille sont partout. Le cinéma, la télévision et les magazines présentent la famille nucléaire comme la clé du bonheur.

La vie dans le « placard »

Historiquement, de nombreuses personnes 2ELGBTQI+ sont obligées de mener une double vie. D’une part, elles ont leur vie publique et d’autre part, une vie cachée qui leur permet d’aimer qui elles veulent. Les responsables gouvernementaux se méfient des personnes queers parce qu’elles peuvent être menacées d’être exposées – ou « sorties du placard ». Mais l’homophobie, la

Profil :

John Watkins



John Watkins est né à Norval, en Ontario. Il est nommé ambassadeur du Canada en Union soviétique en 1954. Il est photographié avec un amant à Moscou. Les Russes tentent en vain de le faire chanter. Néanmoins,

les agences de sécurité de l’OTAN lancent des enquêtes. John Watkins est interrogé à Londres et à Paris. Lors d’un nouvel interrogatoire à Montréal, il ressent des douleurs à la poitrine. Les agents de la GRC n’en tiennent pas compte. Il subit une crise cardiaque et meurt en détention.

Photo : Office national du film du Canada

biphobie, la transphobie, la discrimination et le harcèlement sont les vrais problèmes. Ironiquement, la purge contraint les personnes queers à être secrètes et à rester dans le « placard ».

Les forces de l’ordre de l’État

À l’époque, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) utilise des tactiques agressives et dégradantes pour expulser les personnes queers de la fonction publique fédérale. La GRC consacre d’importantes ressources à la détection des personnes homosexuelles travaillant pour le gouvernement et ses agents harcèlent et espionnent leurs cibles. Elles sont considérées comme une menace qui justifie des actions intrusives

et contraires à l'éthique. La GRC espionne les personnes queers dans des bars et des espaces extérieurs et tente de forcer la main à d'autres personnes susceptibles d'identifier des fonctionnaires homosexuels. Ils les suivent dans des voitures banalisées et mettent leurs téléphones sur écoute.



Pour les survivant-e-s de la purge, les « K-cars » sont un symbole important. Ces voitures sont associées au fait d'être poursuivi par l'Unité des enquêtes spéciales. Pour un membre homosexuel de l'armée canadienne, voir une « K-car » s'approcher de son domicile ou de son lieu de travail est synonyme d'ennuis. Cela signifie qu'un interrogatoire s'en vient et qu'un renvoi va probablement suivre.

Photo : Wikimedia Commons

Tactiques d'intimidation

L'Unité des enquêtes spéciales des forces armées interroge des milliers de militaires queers. Ces séances se déroulent dans des bureaux, des chambres d'hôtel et des bâtiments militaires. Les interrogatoires peuvent durer des jours ou des semaines, voire des mois. Certains officiers de l'UES sont courtois. D'autres sont grossiers et abusifs. Ils posent des questions invasives sur les actes sexuels et l'intimité. Bon nombre de survivant-e-s de la purge se souviennent des salles obscures et des détecteurs de mensonges. Des milliers de personnes sont interrogées en tant qu'ennemies potentielles du gouvernement. Celles qui sont considérées comme des « personnes homosexuelles confirmées » sont rétrogradées et congédiées. Elles subissent également des pressions pour révéler l'identité d'autres fonctionnaires queers. Tout refus est considéré comme un acte de déloyauté envers le Canada.

Science erronée, vies brisées

Dans les années 1950 et 1960, l'influence des domaines de la psychologie et de la psychiatrie prend de l'ampleur. Les spécialistes de la santé mentale conseillent les gouvernements sur les politiques publiques et publient des ouvrages populaires sur la

Profil :

Ross (Marjorie) Hamilton



Ross (Marjorie) Hamilton est né à Pugwash, en Nouvelle-Écosse. Il est conducteur d'ambulance pendant la Première Guerre mondiale. Il se joint à une troupe d'imitateurs féminins, les Dumbells, et joue un personnage populaire nommé Marjorie. Il

s'engage également pendant la Seconde Guerre mondiale, mais les autorités militaires découvrent son homosexualité. Il est renvoyé pour des « raisons autres que médicales ».

Photo : Archives de la Nouvelle-Écosse, domaine public

vie familiale. À cette époque, beaucoup de psychiatres et de psychologues considèrent la sexualité queer comme une maladie mentale qu'il faut soigner. On soumet les travailleurs gais et les travailleuses lesbiennes à des thérapies d'aversion, à des électrochocs et à des médicaments expérimentaux.

La « Fruit Machine »



L'espionnage de milliers de personnes homosexuelles « suspectées » est coûteux et prend beaucoup de temps. Dans les années 1960, les personnes queers

refusent de plus en plus de coopérer aux enquêtes de la GRC – elles résistent. Le gouvernement canadien paie le Dr F. R. Wake de l'Université Carleton pour qu'il trouve une solution « scientifique ». Il conçoit un système de détection communément appelé la « Fruit Machine ». En fait, il ne s'agit pas d'une seule machine, mais plutôt d'une série de tests défectueux destinés à déterminer l'orientation sexuelle.

Photo : Sol Mednick, domaine public

Les recherches du Dr F. R. Wake reposent sur des méthodes scientifiques considérées comme crédibles à l'époque. Mais sa Fruit Machine repose sur de fausses hypothèses, à savoir qu'il n'existe que deux genres et deux sexualités. En outre, la dilatation des pupilles n'est pas un indicateur de l'orientation sexuelle d'une personne. Un autre problème est celui des tests – la plupart des gens ne veulent pas y participer. En 1967, il est clair que le projet ne fonctionne pas. Le gouvernement l'abandonne.

Profil :

Dave Van Norman



Dave Van Norman, un officier de la GRC, est né au Manitoba. Il travaille comme interprète et établit des relations avec les communautés inuites le long du réseau DEW dans l'Arctique canadien. Alors qu'il se trouvait à Ottawa, quelqu'un l'a vu entrer dans le bar de l'hôtel Lord Elgin, un lieu de rencontre très prisé des queers. Lors des interrogatoires, Dave Van Norman est étiqueté comme « homosexuel ». Il est contraint de démissionner en 1964, malgré des états de service irréprochables. Sa carrière dans la GRC a duré 17 ans avant qu'il ne soit congédié en raison de son homosexualité.

Photo : RCMP-GRC, fournie par Elenore Sturko

Profil :

David Nixon



David Nixon n'a que 19 ans lorsqu'il est engagé par le ministère des Affaires extérieures. À partir de 1954, il travaille pour la Commission internationale de surveillance au Cambodge. Il est ensuite affecté à l'ambassade du Canada à Bonn, en Allemagne de l'Ouest. La dernière affectation de Nixon est Léopoldville (aujourd'hui Kinshasa) au Congo, avant que la GRC n'apprenne qu'il est homosexuel. David Nixon est un patient du Dr Donald Cameron. La Central Intelligence Agency paie le Dr Cameron pour qu'il mène des expériences contraires à l'éthique sur David Nixon et de nombreuses autres personnes. Les expériences sont conçues pour « reprogrammer » les gens. David Nixon s'installe à Victoria, en Colombie-Britannique, en 1977. Il a une relation à long terme avec son partenaire Ken Sudhues. David Nixon passe ses dernières années de travail dans la fonction publique provinciale.

Photo : Fournie par Ken Sudhues

Lutter contre la discrimination au travail dans les années 1970

La discrimination systémique à l'encontre de la communauté 2ELGBTQI+ ne se limitait pas à la fonction publique, à l'armée et à la GRC. Il existe de nombreux exemples au Canada de personnes de la

communauté 2ELGBTQI+ victimes de discrimination sur leur lieu de travail. Dans les années 1970, nombre de ces personnes ont commencé à se défendre.

Profil :

John Damien



John Damien est né à Sainte-Croix, dans la municipalité de Lotbinière, au Québec, et a grandi à Windsor, en Ontario. Il a une expérience remarquable dans le domaine des courses de pur-sang en Ontario, avec

20 ans d'expérience, dont cinq ans en tant que commissaire de la Commission des courses. En 1975, il perd son emploi parce qu'il est homosexuel. John Damien n'est pas du genre à reculer. Il porte l'affaire devant les tribunaux, contestant le congédiement discriminatoire. Son combat devient un symbole de résilience et un point de ralliement pour les personnes militant pour les droits des 2ELGBTQI+ dans tout le pays. Des organisations partout au Canada exigent sa réintégration et la justice pour toutes les personnes homosexuelles en réclamant l'égalité des droits et des protections. Le courage et la détermination de John Damien ont laissé une trace indélébile. Son combat a contribué à une plus grande prise de conscience et à des progrès en matière de droits des personnes 2ELGBTQI+ au Canada. Sa lutte pour les droits de la personne a duré 11 ans. Il est décédé quelques semaines après que l'orientation sexuelle ne soit incluse dans le Code des droits de la personne de l'Ontario en 1986.

Photo : Gerald Hannon, The ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada

Profil :

Douglas Wilson



Le militant gai Douglas Wilson est né à Meadow Lake, en Saskatchewan. En 1975, le doyen du collège d'éducation de l'Université de la Saskatchewan ne l'autorise pas à entrer dans les écoles pour

superviser les candidat-e-s à l'enseignement parce qu'il est ouvertement homosexuel. Douglas Wilson porte l'affaire devant la Commission des droits de la personne de la Saskatchewan, mais ne gagne pas sa cause. Il devient un symbole dans l'Ouest canadien de la nécessité d'inclure l'orientation sexuelle dans les codes des droits de la personne. Il fait également une tournée dans tout le Canada pour sensibiliser le public aux congédiements.

En 1988, Douglas Wilson est le premier candidat ouvertement gai à être désigné par un grand parti politique. Il se présente pour le Nouveau Parti Démocratique dans la circonscription torontoise de Rosedale, mais n'est pas élu. Il est le président fondateur du Réseau canadien des organisations de personnes vivant avec le sida. Il meurt en 1992 de complications liées au VIH/sida. En 1993, la province de Saskatchewan a inclus l'orientation sexuelle dans son code des droits de la personne.

Photo : Gerald Hannon, The ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada